

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2024/007500]

14 MARS 2024. — Décret instituant le Code de la gestion des ressources du sous-sol. — Erratum

Dans l'intitulé des versions allemande et néerlandaise du décret susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 19 juillet 2024, à la page 86963, la date "14 MARS 2014" est remplacée par la date "14 MARS 2024".

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2024/007500]

14. MÄRZ 2024. — Dekret zur Einführung des Gesetzbuchs über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen. — Erratum

Im Titel der deutschen und niederländischen Fassung des oben genannten Dekrets, das im belgischen Amtsblatt vom 19. Juli 2024 auf Seite 86963 veröffentlicht wurde, wird das Datum "14. MÄRZ 2014" durch das Datum "14. MÄRZ 2024" ersetzt.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2024/007500]

14 MAART 2024. — Decreet tot instelling van het Wetboek van het beheer van de ondergrondse rijkdommen. — Erratum

In de titel van de Duitse en de Nederlandse versie van bovengenoemd decreet, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 19 juli 2024, wordt op pagina 86963 de datum "14 MAART 2014" vervangen door de datum "14 MAART 2024".

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203781]

19 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon portant la mise en application du décret du 24 mars 2022 relatif à la gestion de la sécurité des infrastructures routières

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 87;

Vu le décret du 24 mars 2022 relatif à la gestion de la sécurité des infrastructures routières, les articles 2, alinéa 5, 4, alinéa 4, 5, alinéa 6, 6, alinéa 4, 7, alinéa 5, 8, alinéa 6, et 14;

Vu le rapport du 11 juillet 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 août 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 février 2024;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 1^{er} mars 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.776/4;

Vu la décision de la section de législation du 4 mars 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Infrastructures et de la Ministre de la Sécurité routière;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive (UE) 2019/1936 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 modifiant la directive 2008/96/CE concernant la gestion de la sécurité des infrastructures routières.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par « le décret du 24 mars 2022 », le décret du 24 mars 2022 relatif à la gestion de la sécurité des infrastructures routières.

Art. 3. § 1^{er}. L'évaluation des incidences sur la sécurité routière et les audits de sécurité routière sont d'application pour tous les projets d'infrastructure initiés dès l'entrée en vigueur du présent arrêté y compris les actes et travaux concernant l'installation ou la modification d'infrastructures de communications routières.

§ 2. Les ministres qui ont la sécurité routière et les travaux publics dans leurs attributions définissent les modalités pratiques.

§ 3. Tous les projets d'infrastructure initiés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, mais qui n'ont pas fait l'objet d'une évaluation des incidences sur la sécurité routière et d'audits de sécurité routière devront faire l'objet d'une évaluation des incidences sur la sécurité routière et d'audits de sécurité routière tels que définis aux paragraphes 1^{er} et 2.

Art. 4. Les personnes physiques qui exercent la fonction d'auditeur de sécurité routière pour la réalisation d'audits de sécurité routière remplissent les conditions suivantes :

- 1° être titulaire d'un diplôme de licence ou de master;
- 2° avoir une expérience ou une formation de minimum trois ans dans le domaine routier, telle que la conception, la réalisation, l'exploitation, et dans le domaine de l'ingénierie de la sécurité routière et de l'analyse des accidents;
- 3° avoir une connaissance des règles de conception des aménagements de voirie en vigueur en Région wallonne pour les différents types d'usagers;
- 4° avoir réussi la formation décrite dans l'article 5.

Art. 5. Le Ministre qui a la sécurité routière dans ses attributions définit les modalités et le contenu de la formation initiale, les conditions de réussite de celle-ci ainsi que les conditions de validité et de prolongation du certificat d'aptitude des auditeurs de sécurité routière.

Art. 6. Les ministres qui ont la sécurité routière et les travaux publics dans leurs attributions adoptent les lignes directrices visées à l'article 13 du décret du 24 mars 2022.

Art. 7. Dans le cadre de l'application du présent décret, les données sont collectées et traitées conformément au Règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE. Les données à caractère personnel traitées sont strictement nécessaires à la délivrance du certificat d'aptitude. Le responsable du traitement de ces données à caractère personnel est le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures dont le siège est établi à Namur, Boulevard du Nord, 8.

Les données à caractère personnel collectées sont, conformément à l'article 5, § 1^{er}, e), du Règlement (UE) n° 2016/679 précité, conservées par l'Administration durant une période de dix ans à partir de la date d'introduction des demandes d'agréments visées par le décret.

Art. 8. Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2011 portant la mise en application du décret du 22 décembre 2010 relatif à la sécurité routière et portant des dispositions diverses en matière routière et de voies hydrauliques.

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 2012, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 février 2014, portant la mise en application du décret du 22 décembre 2010 relatif à la sécurité routière et portant des dispositions diverses en matière routière et de voies hydrauliques.

Art. 9. Le Ministre qui a la sécurité routière dans ses attributions et le Ministre qui a les travaux publics dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 avril 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/203781]

19. APRIL 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Umsetzung des Dekrets vom 24. März 2022 über ein Sicherheitsmanagement für die Straßenverkehrsinfrastruktur

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 87;

Aufgrund des Dekrets vom 24. März 2022 über ein Sicherheitsmanagement für die Straßenverkehrsinfrastruktur, Artikel 2 Absatz 5, 4 Absatz 4, 5 Absatz 6, 6 Absatz 4 7, Absatz 5, 8 Absatz 6, und 14;

Aufgrund des Berichts vom 11. Juli 2022, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 31. August 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 29. Februar 2024 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen;

In der Erwägung, dass der Antrag auf ein Gutachten am 1. März 2024 unter der Nummer 75.776/4 in die Liste der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats eingetragen wurde;

Aufgrund des Beschlusses der Gesetzgebungsabteilung vom 4. März 2024, gemäß Artikel 84 § 5 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat kein Gutachten innerhalb der erbetenen Frist abzugeben;

Auf Vorschlag des Ministers für Infrastrukturen und der Ministerin für Verkehrssicherheit;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie (EU) 2019/1936 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2019 zur Änderung der Richtlinie 2008/96/EG über ein Sicherheitsmanagement für die Straßenverkehrsinfrastruktur teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gilt als "Dekret vom 24. März 2022" das Dekret vom 24. März 2022 über ein Sicherheitsmanagement für die Straßenverkehrsinfrastruktur.

Art. 3 - § 1 Die Folgenabschätzung hinsichtlich der Straßenverkehrssicherheit und die Straßenverkehrssicherheitsaudits werden für alle Infrastrukturprojekte vorgenommen, die mit dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingeleitet wurden, einschließlich der Handlungen und Arbeiten im Zusammenhang mit der Installation oder Änderung von Straßenkommunikationsinfrastrukturen.

§ 2. Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit und die öffentlichen Arbeiten gehören, legen die praktischen Modalitäten fest.

§ 3. Für alle Infrastrukturprojekte, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingeleitet wurden, für die jedoch keine Folgenabschätzung hinsichtlich der Straßenverkehrssicherheit und keine Straßenverkehrssicherheitsaudits durchgeführt wurden, sind eine Folgenabschätzung hinsichtlich der Straßenverkehrssicherheit und Straßenverkehrssicherheitsaudits gemäß den Paragrafen 1 und 2 erforderlich.

Art. 4 - Die natürlichen Personen, die als Straßenverkehrssicherheitsgutachter für die Durchführung von Straßenverkehrssicherheitsaudits tätig sind, müssen folgende Bedingungen erfüllen:

1° Inhaber einer Lizenz oder eines Masterdiploms sein;

2° über eine Erfahrung oder Ausbildung von mindestens 3 Jahren im Straßenwesen verfügen, wie z. B. Planung, Bau, Betrieb und im Bereich der Verkehrssicherheitstechnik und Unfallanalyse;

3° die in der Wallonischen Region geltenden Regeln für den Entwurf des Straßenausbaus für die verschiedenen Arten Benutzer kennen;

4° die in Artikel 5 beschriebene Ausbildung erfolgreich abgeschlossen haben.

Art. 5 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit gehört, legt die Bedingungen und den Inhalt der Erstausbildung, die Bedingungen für ihren erfolgreichen Abschluss sowie die Bedingungen für die Gültigkeit und die Verlängerung des Befähigungsnachweises der Straßenverkehrssicherheitsgutachter fest.

Art. 6 - Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit und die öffentlichen Arbeiten gehören, verabschieden die Leitlinien gemäß Artikel 13 des Dekrets vom 24. März 2022.

Art. 7 - Im Rahmen der Anwendung des vorliegenden Dekrets werden die Daten gemäß der europäischen Verordnung (EU) 2016/679 vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG gesammelt und verarbeitet. Die verarbeiteten personenbezogenen Daten sind ausschließlich für die Ausstellung des Befähigungsnachweises erforderlich. Die für die Verarbeitung dieser personenbezogenen Daten verantwortliche Person ist der Öffentliche Dienst der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen, mit Sitz in Namur, Boulevard du Nord 8.

Die erhobenen personenbezogenen Daten werden gemäß Artikel 5 § 1 *e*) der genannten Verordnung (EU) Nr. 2016/679, von der Verwaltung für einen Zeitraum von zehn Jahren ab dem Datum der Einreichung der im Dekret genannten Anträge auf Zulassung aufbewahrt.

Art. 8 - Es werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. September 2011 zur Umsetzung des Dekrets vom 22. Dezember 2010 über die Verkehrssicherheit und zur Festlegung der verschiedenen Bestimmungen in Sachen Straßen und Wasserstraßen.

2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 2012 abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Februar 2014 zur Umsetzung des Dekrets vom 22. Dezember 2010 über die Verkehrssicherheit und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Sachen Straßen und Wasserstraßen.

Art. 9 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit gehört, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die öffentlichen Arbeiten gehören, werden jeder in seinem Bereich mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. April 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/203781]

19 APRIL 2024. — Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van het decreet van 24 maart 2022 betreffende het beheer van de verkeersveiligheid van weginfrastructuur

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 87;

Gelet op het decreet van 24 maart 2022 betreffende het beheer van de verkeersveiligheid van weginfrastructuur, de artikelen 2, vijfde lid, 4, vierde lid, 5, zesde lid, 6, vierde lid, 7, vijfde lid, 8, zesde lid, en 14;

Gelet op het rapport van 11 juli 2022, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 31 augustus 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 februari 2024;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 1 maart 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.776/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 4 maart 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, overeenkomstig artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Infrastructuur en de Minister van Verkeersveiligheid,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Richtlijn (EU) 2019/1936 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2019 tot wijziging van Richtlijn 2008/96/EG betreffende het beheer van de verkeersveiligheid van weginfrastructuur wordt bij dit decreet gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder "het decreet van 24 maart 2022", het decreet van 24 maart 2022 betreffende het beheer van de verkeersveiligheid van weginfrastructuur.

Art. 3. § 1. Verkeersveiligheidseffectbeoordeling van een weg en verkeersveiligheidsaudit zijn van toepassing op alle infrastructuurprojecten die worden opgestart vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, met inbegrip van handelingen en werken voor de installatie of wijziging van infrastructuur voor wegcommunicatie.

§ 2. De ministers die bevoegd zijn voor verkeersveiligheid en openbare werken bepalen de praktische modaliteiten.

§ 3. Alle infrastructuurprojecten die zijn opgestart vóór de inwerkingtreding van dit besluit, maar die niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een verkeersveiligheidseffectbeoordeling en verkeersveiligheidsaudits, zullen het voorwerp moeten uitmaken van een verkeersveiligheidseffectbeoordeling en verkeersveiligheidsaudits zoals bedoeld in de paragrafen 1 en 2.

Art. 4. Natuurlijke personen die de functie van verkeersveiligheidsauditor uitoefenen voor de uitvoering van verkeersveiligheidsaudits moeten voldoen aan de volgende voorwaarden:

1^o houder zijn van een diploma van licentiaat of master;

2^o een ervaring of een opleiding van minstens drie jaar op het wegengebied, zoals ontwerp, uitvoering, uitbating, en op het gebied van wegenverkeersveiligheidstechnieken en ongevalsanalyse;

3^o de kennis van de voorschriften inzake de opzet van de weginrichtingen die in het Waalse Gewest van kracht zijn voor de verschillende gebruikers;

4^o de opleiding bedoeld in artikel 5 met vrucht hebben beëindigd.

Art. 5. De minister die bevoegd is voor verkeersveiligheid stelt de voorwaarden en de inhoud van de initiële opleiding, de laagvoorwaarden ervan alsook de voorwaarden voor de geldigheid en verlenging van het bekwaamheidscertificaat van de verkeersveiligheidsauditor vast.

Art. 6. De ministers die bevoegd zijn voor verkeersveiligheid en openbare werken stellen de richtsnoeren vast bedoeld in artikel 13 van het decreet van 24 maart 2022.

Art. 7. In het kader van de toepassing van dit decreet, worden de gegevens verzameld en verwerkt overeenkomstig de Europese Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, en tot opheffing van Richtlijn 96/46/EG. Verwerkte persoonsgegevens zijn strikt noodzakelijk voor de afgifte van het bekwaamheidscertificaat. De verantwoordelijke voor de verwerking van deze persoonsgegevens is de "Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures" (Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur, met maatschappelijke zetel te Namen, Boulevard du Nord, 8.

Overeenkomstig artikel 5, § 1, e), van bovenvermelde Verordening (EU) nr. 2016/679, worden de verzamelde persoonsgegevens door de Administratie bewaard gedurende een periode van tien jaar vanaf de datum van indiening van de erkenningsaanvragen bedoeld bij het decreet.

Art. 8. Worden opgeheven:

1^o het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2011 houdende uitvoering van het decreet van 22 december 2010 betreffende de verkeersveiligheid en houdende diverse bepalingen inzake wegen en waterwegen.

2^o het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 2012, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 februari 2014, houdende uitvoering van het decreet van 22 december 2010 betreffende de verkeersveiligheid en houdende diverse bepalingen inzake wegen en waterwegen.

Art. 9. De Minister die bevoegd is voor verkeersveiligheid en de Minister van openbare werken zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 april 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203780]

11 AVRIL 2024. — Décret modifiant le Livre Ier du Code de l'Environnement et le Code du Développement territorial (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement la directive 2011/92/UE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, ainsi que la directive 2014/52/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2011/92/UE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

CHAPITRE 1^{er} — *Dispositions modificatives au Livre I^{er} du Code de l'Environnement*

Art. 2. Dans l'article D.29-1, § 4, b., 1^o, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, modifié en dernier lieu par le décret du 24 mai 2018, les mots " D.64, § 1^{er} " sont remplacés par les mots " D.64 ".

Art. 3. L'article D.29-5, du même Livre, modifié en dernier lieu par le décret du 24 mai 2018, est remplacé par ce qui suit :

" Art. D.29-5. § 1^{er}. Pour les projets de catégorie B, une réunion d'information préalable est réalisée avant l'introduction de la demande d'autorisation.

Pour les projets de catégorie C, une réunion d'information préalable peut être réalisée, à l'initiative du demandeur, avant l'introduction de la demande d'autorisation.

Cette réunion d'information a pour objet :

- 1^o de permettre au demandeur de présenter son projet;
- 2^o de permettre au public de s'informer et d'émettre ses observations et suggestions concernant le projet;
- 3^o si une évaluation des incidences est prescrite conformément aux articles D.64, D.65, § § 2 et 3 :
 - de mettre en évidence des points particuliers qui pourraient être abordés dans l'étude d'incidences;
 - de présenter des alternatives techniques pouvant raisonnablement être envisagées par le demandeur et afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation de l'étude d'incidences.

§ 2. Le demandeur fixe :

- 1^o la date, l'heure et le lieu de la réunion d'information;
- 2^o les modalités particulières de consultation à distance de la vidéo de la réunion et des documents et supports utilisés lors de celle-ci;
- 3^o les personnes, ainsi que leurs adresses physique et électronique, auprès desquelles les informations peuvent être obtenues.

§ 3. Au moins quinze jours avant la tenue de la réunion d'information, ou avant la première réunion en cas de pluralité, le demandeur procède à la publication d'un avis mentionnant :

- 1^o l'identité du demandeur;
- 2^o la nature du projet et son lieu d'implantation;
- 3^o l'objet de la réunion tel qu'indiqué au paragraphe 1^{er}, alinéa 3;
- 4^o la date, l'heure et le lieu de la réunion d'information ou de chaque réunion en cas de pluralité;
- 5^o les modalités particulières de consultation à distance de la vidéo de la réunion et des documents et supports utilisés lors de celle-ci;
- 6^o les personnes ainsi que leurs adresses physique et électronique où des informations peuvent être obtenues.

Cet avis est transmis à la commune sur le territoire de laquelle le projet doit être réalisé et est diffusé dans deux médias choisis par le demandeur parmi les médias suivants :

- 1^o deux journaux diffusés dans la région;
- 2^o un bulletin communal d'information s'il existe et est distribué à toute la population;
- 3^o un journal publicitaire toutes-boîtes;
- 4^o une information toutes-boîtes, distribuée dans un rayon de trois kilomètres du lieu d'implantation du projet.